



COMMUNIQUE

RENCONTRE SALARIALE DU 25 JUIN 2009

LE MINISTRE RESTE SOURD AUX REVENDICATIONS SALARIALES

La réunion de ce matin - que Eric WOERTH avait qualifié de « rendez-vous salarial »- a tourné court.

En effet, le ministre n'avait rien à avancer de plus sur les traitements que ce qui avait déjà été acté depuis de longs mois : augmentation de 0,5 et 0,3 % de la valeur du point de 2009, 0,5 % en 2010 et prorogation de la GIPA en 2009.

En revanche, il a annoncé sa volonté de mettre en place l'intéressement collectif dès 2010, à l'issue d'une négociation menée à la hussarde avec des syndicats minoritaires.

Les revendications portées par la CGT –et d'autres syndicats- sur une forte et immédiate revalorisation de la valeur du point, une véritable refonte de la grille indiciaire, l'amélioration véritable des déroulements de carrière....sont demeurées lettre morte.

Face à la confirmation de surdité du ministre aux légitimes exigences des agents, à sa volonté de passer en force ses projets régressifs, la CGT a réaffirmé que, plus que jamais, l'heure était à l'amplification de la riposte des salariés.

D'ores et déjà, dans l'unité la plus large, c'est ce que la CGT compte bien continuer à construire.

Montreuil, le 25 juin 2009

DECLARATION GENERALE DE LA CGT

Monsieur le Ministre,

La CGT entend résolument ne pas se situer dans un simple rendez vous salarial.

En effet, si tel était le cas, cela signifierait que tout va à peu près bien sur la question des salaires des agents de la FP et que de simples ajustements seraient nécessaires.

Pour notre part, **CONTRAIREMENT A VOUS**, nous estimons qu'il n'en est rien.

C'est pourquoi, d'emblée la CGT précise qu'elle ne débattrà pas aujourd'hui des volumineux dossiers qui ont été transmis aux OS, d'ailleurs tardivement. Non que ceux-ci TRES FOURNIS ne donnent pas matière à discussions, critiques, voire même de franches réserves.

Mais, nous considérons que ce n'est pas d'échanges techniques et de méthode dont nous avons besoin ici et maintenant. Sur ces aspects évidemment importants, la CGT demande une rencontre spécifique, dans un autre cadre mieux à même de les traiter sur le fond, qui peut avoir lieu très rapidement.

Pour la CGT, ce qui est immédiatement indispensable, c'est l'ouverture de véritables négociations salariales.

Comment pourrait-il en être autrement quand la valeur du point a perdu, même en incluant son augmentation au 1^{er} juillet, environ 8 % sur l'indice des prix à la consommation depuis janvier 2000 ? Et, pour nous, la valeur du point demeure la pierre angulaire de la mesure de l'évolution des traitements des agents de la FP.

Comment pourrait-il en être autrement quand les mesures que vous proposez sur les carrières et la grille indiciaire sont notoirement insuffisantes, quand elles n'aggravent pas des situations déjà préoccupantes ?

Comment pourrait-il en être autrement quand, au 1^{er} juillet, le salaire minimum de la Fonction publique va de nouveau se retrouver en dessous du SMIC, pourtant augmenté à minima ?

C'est tout sauf un secret : la CGT refuse, comme la majorité des personnels et des citoyens, votre politique dogmatique de suppressions massives d'emplois, synonymes entre autres, de moindre qualité du service public rendu et de détérioration des conditions de travail. C'est-à-dire si l'échange moins d'emplois contre plus de pouvoir d'achat est pour nous irrecevable. Ceci étant, il est symptomatique de constater que, depuis 2004 et jusqu'à 2009 inclus, environ 100 000 emplois budgétaires auront été rayés de la carte dans la seule FPE. Si l'on suivait vos préceptes, ce qu'à dieu ne plaise, quelle manne dégagée pour les agents ! Sur la fameuse base des 50 % des économies réalisées restituées aux personnels, c'est plus d'un milliard d'euros supplémentaire qui aurait dû être redistribué. Or, tout au contraire, jamais l'ensemble des mesures consacrées au pouvoir d'achat des agents n'a été aussi faible puisque, pour 2009, leur total, en incluant la valeur du point est inférieur à 2005.

Il s'agit donc bien d'un échange
« **perdant, perdant** »

La CGT pourrait, une nouvelle fois, multiplier les exemples de ce qui ne va pas et de ce qui ne peut durer.

Nous désirons seulement ajouter à ce triste panorama, les nouveaux leurres, dérives et injustices que constituent le salaire au mérite individuel et la rémunération à l'intéressement collectif.

Monsieur le Ministre,

Il est urgent et indispensable que vous changiez radicalement de cap dans votre politique salariale.

Augmenter vraiment le pouvoir d'achat des agents de la FP, comme des autres salariés, c'est socialement juste, budgétairement possible, économiquement positif.

C'est pourquoi, la CGT vous demande

- Le rattrapage des pertes intervenues depuis des années du pouvoir d'achat de la valeur du point, avec des mesures immédiates et significatives,
- L'abandon des dispositifs de salaire au mérite et à la performance, au profit de mesures intégrées dans les déroulements de carrière,
- Une véritable refonte de la grille indiciaire, qui ne procède pas par replâtrages parcellaires, qui redonne de l'amplitude à toutes et à tous.
- Une réponse aux revendications qu'elle vous a remise par écrit il y a déjà un an en matière d'action sociale, de protection sociale complémentaire, de remboursements de transport, de supplément familial de traitement.

-

Vous avez, comme d'habitude malheureusement, convoqué cette réunion très tardivement au bord de l'été.

Votre calcul est évident : faire passer votre politique contestable à une période où les agents ne pourront intervenir et être acteurs de ces négociations.

C'est une conception de la concertation aux antipodes de la nôtre.

C'est également –et surtout- un bien mauvais plan.

Si vous n'apportez pas d'autres réponses –et tout de suite- soyez sûr que les agents vous le rappelleront très rapidement. Et la CGT mettra tout en œuvre pour que les réponses des salariés soient encore plus massives et déterminées que les précédentes.